



ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT

Portant renonciation au transfert du pouvoir de police de la publicité

Arrêté n°ARR-001-2024

Le Président de la Communauté de Communes des 4B sud Charente,

Vu l'article 17 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience,

Vu l'article L 581-3-1 du code de l'environnement,

Vu l'article L 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 250 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,

Vu les décisions des communes de Angeduc, Barbezieux-Saint-Hilaire, Bécheresse, Berneuil, Boisbreteau, Bors de Baignes, Challignac, Champagne-Vigny, Chantillac, Chillac, Condéon, Coteaux-du-Blanzacais, Guimps, Guizengeard, Lachaise, Ladiville, Lagarde-sur-le-Né, Le Tâtre, Montmérac, Oriolles, Passirac, Pérignac, Reignac, Saint-Aulais-la-Chapelle, Saint-Bonnet, Saint-Félix, Saint-Médard-de-Barbezieux, Saint-Palais-du-Né, Sainte-Souligne, Salles-de-Barbezieux, Touverac, Val des Vignes et Vignolles s'opposant au transfert du pouvoir de police de la publicité au président,

Vu la compétence PLU exercée par la Communauté de Communes des 4B sud Charente,

Considérant que les maires exercent le pouvoir de police de la publicité à compter du 1^{er} janvier 2024,

Considérant que lorsqu'un EPCI à fiscalité propre est compétent en matière de plan local d'urbanisme ou de règlement local de publicité, les maires des communes membres de cet établissement public transfèrent à son président leurs prérogatives en matière de police de la publicité,

Considérant que dans un délai de 6 mois, soit avant le 1^{er} juillet 2024, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer au transfert du pouvoir de police de la publicité au président,

Considérant que si un ou plusieurs maires des communes concernées se sont opposés au transfert du pouvoir de police, le président peut, à compter de la première notification de l'opposition et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la fin de la période pendant laquelle les maires étaient susceptibles de faire valoir leur opposition, renoncer, à ce que les pouvoirs de police de la publicité des communes lui soit transféré de plein droit,

Considérant qu'il notifie sa renonciation à chacun des maires des communes concernées. Dans ce cas, le transfert des pouvoirs de police n'a pas lieu ou, le cas échéant, prend fin à compter de cette notification, sur l'ensemble du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités territoriales,

AR Prefecture

016-200029734-20240701-ARR_001_2024-AR
Reçu le 01/07/2024

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Jacques CHABOT, Président de la communauté de communes des 4B sud Charente, renonce au transfert du pouvoir de police de la publicité sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes membres de la Communauté de Communes des 4B sud Charente.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Sous-Préfecture
le : - 1 JUIL. 2024
et sa mise en ligne
le : - 1 JUIL. 2024

Fait à Touverac, le 1^{er} juillet 2024

Le Président,
Jacques CHABOT



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

AR Prefecture

018-4200029/34-2024/01-ARR_001-2024-AR
Reçu le 01/07/2024